

# Conseil Municipal du 29 Décembre 2009

A 20H00

## VILLE DE DOUDEVILLE

### COMPTE RENDU

	Présents	Absents excusés	Absents	Pouvoirs
M. DURÉCU	X			
M. PERCHE	X			
M. ORANGE	X			
Mme FICET	X			
M. JOBBIN	X			
M. LOSSON	X			
M. MOGIS	X			
M. GEMEY	X			
M. DUFOUR	X			
M. BARRE	X			
M. DEFRANCE	X			
M. MALANDRIN		X		M. GEMEY
M. LAURENT	X			
Mme CREPIN		X		M. PERCHE
Mme LEGER		X		M. DEFRANCE
M. FORTIN	X			
Mme CURDEL		X		M. BARRE
Mme DUROZEY		X		M. FORTIN
M. METAIS	X			
M. BELLIERE	X			
Mme LECLERC		X		Mme FICET
M. CROCHEMORE	X			
Mme MORIN		X		M. MOGIS

**Secrétaire de séance** : Le Conseil Municipal nomme à ce poste : **M. LAURENT**

#### 1) Délibération tirant le bilan et clôturant la concertation de la révision simplifiée du P.O.S.:

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.123-13, L.123-19 et L.300-2 ;

Vu la délibération en date du 19 février 2009 engageant la procédure de révision simplifiée en fixant les objectifs et modalités de la concertation ;

Vu l'objectif suivant : autoriser l'extension de la zone d'activité en vue d'accueillir le supermarché et ainsi conserver cette activité sur le territoire de la commune ;

Vu la concertation publique qui s'est déroulée dans les conditions suivantes :

- *Affichage de la délibération de prescription pendant toute la durée des études*
- *Mise à disposition d'un dossier en mairie*
- *Mise à disposition d'un cahier de doléances aux heures et jours d'ouverture de la mairie*
- *Lettres envoyées au Maire*
- *L'avis des personnes publiques associées a été demandé.*

Et qui a donné lieu au bilan qui suit :

- *Quid du devenir du site actuel et de la poissonnerie*
- *Réflexion nécessaire sur la desserte du projet par le CD N°20 et les voies communales existantes*
- *Intégration du projet sur le site*
- *Limitation des nuisances sonores et visuelles pour les riverains*
- *Attention portée aux ruissellements, risques d'inondations, à la haie classée et l'émission des gaz à effets de serre*

Le Conseil Municipal doit clore la concertation engagée pendant le déroulement des études.

#### **Commentaires du Conseil Municipal :**

De vifs échanges ont eu lieu entre M. FORTIN et les membres de la municipalité sur l'opportunité de rendre ce terrain constructible.

M. DURÉCU a rappelé que ce débat avait déjà eu lieu à maintes reprises. Aujourd'hui, M. DEMAEGT a confirmé son projet de délocalisation. Personne ne peut préjuger du devenir d'un projet commercial de cette nature.

M. GEMEY déplore que cette question soit débattue dans les derniers jours de l'année.

M. DURÉCU lui répond que cette procédure a été remise en route fin août et que les délais légaux commandent un vote du Conseil Municipal avant le 31 décembre.

M. JOBBIN souligne que M. DEMAEGT a aujourd'hui répondu à toutes les questions posées par les membres du Conseil Municipal et les a ainsi rassurés sur de nombreux points.

Dans le doute, M. FORTIN souhaite que M. DEMAEGT confirme par écrit ses engagements.

M. DURÉCU ajoute que tous les éléments nécessaires à une prise de décision sont connus par l'ensemble des membres du Conseil.

M. PERCHE rappelle que ce projet avait été initié par l'ancienne municipalité (révision simplifiée du P.O.S du 29/12/2005) et que l'évolution du projet a nécessité une nouvelle procédure pour aboutir à sa réalisation.

M. JOBBIN rejoint M. PERCHE sur ce sujet et qu'il a conscience de porter un projet qui n'est pas le leur.

M. DURÉCU a conscience que cette décision est structurante pour la Commune mais que c'est aussi le rôle des élus de se prononcer sur un tel dossier même si la part de risque existe et ne peut être totalement maîtrisée.

M. GEMEY rappelle qu'il est dommage que cette prise de décision soit contrainte par un vote obligatoire avant le 31 décembre.

M. PERCHE répond que cette échéance était connue de tous depuis le début de la procédure.

M. GEMEY annonce que la majorité des membres de l'opposition, au vu des réponses fournies par M. DEMAEGT, a changé de position vis à vis de cette révision simplifiée du P.O.S.

Malgré cela, M. GEMEY demande à ce que les engagements de M. DEMAEGT soient portés au compte-rendu du Conseil Municipal :

- Surface de vente de 3 000 m<sup>2</sup>
- Création de 23 emplois
- Participation au financement du rond point situé sur le RD 20
- Maintien d'une surface alimentaire sur le site actuel
- Maintien de la poissonnerie sur le site actuel
- Le devenir du site actuel sera étudié en totale concertation avec le Conseil Municipal

M. GEMEY tient à préciser qu'il a confiance en M. DEMAEGT mais que la décision à prendre ce soir a des conséquences sur la vie de la Commune et qu'il est nécessaire d'avoir des garanties. De plus, la dimension écologique doit être prise en compte.

M. DURÉCU est d'accord sur l'ajout des précisions demandé dans le compte rendu. Il ajoute, à nouveau, que sur un dossier purement commercial et d'ordre privé, il ne peut en maîtriser les éventuelles évolutions futures. Il s'en remet à la relation de confiance réciproque et note que M. DEMAEGT lui a réaffirmé sa stratégie d'indépendance.

#### Vote du Conseil Municipal :

Les membres du Conseil Municipal par 20 voix pour, 3 contre (MME CURDEL et M. FORTIN) décident de clore la concertation engagée pendant le déroulement des études de la révision simplifiée n°3 du P.O.S.

#### 2) Délibération approuvant la révision simplifiée du Plan d'occupation des sols :

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 prescrivant la révision simplifiée du plan d'occupation des sols ;

Vu la délibération précédente tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté municipal en date du 28 septembre 2009 prescrivant l'enquête publique du plan d'occupation des sols en cours de révision simplifiée ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur et ses conclusions ;

Considérant la révision simplifiée du plan d'occupation des sols telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée conformément aux articles L.123-10, L.123-13 et L.123-19 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal doit :

- approuver la révision simplifiée du plan d'occupation des sols telle qu'elle est annexée à la présente,
- dire que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R.123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois,
- dire que, conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme, la révision simplifiée du plan d'occupation des sols est tenue à la disposition du public en mairie de Doudeville ainsi qu'à la préfecture de Seine- Maritime,
- Dire que la présente délibération sera exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée du plan d'occupation des sols ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications,

**Commentaires et vote du Conseil Municipal :**

**Lecture par M. DURÉCU du rapport du Commissaire Enquêteur, remis à tous les Conseillers Municipaux.**

**M. FORTIN demande un vote à bulletin secret.**

**M. DURÉCU accède à sa demande.**

**Les membres du Conseil Municipal, par 18 voix pour, 4 contre et une abstention décident :**

- **D'approuver la révision simplifiée du plan d'occupation des sols telle qu'elle est annexée à la présente,**
- **De dire que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R.123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois,**
- **De dire que, conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme, la révision simplifiée du plan d'occupation des sols est tenue à la disposition du public en mairie de Doudeville ainsi qu'à la préfecture de Seine- Maritime,**
- **De dire que la présente délibération sera exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée du plan d'occupation des sols ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.**

**3) QUESTIONS DIVERSES :**

**M. DURÉCU informe les membres du Conseil Municipal qu'un DVD des « Cracks » est en vente pour un montant de 10.00 euros auprès de Mme LEFEL.**

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 05.**

**La prochaine séance du Conseil Municipal est fixée au mardi 26 janvier 2010, à 18H30.**